



## REFUSONS LE SABOTAGE DU LYCÉE PRO

Le texte modifiant les grilles horaires du bac professionnel et l'année de terminale, avançant les épreuves en mai, diminuant le temps d'école et augmentant le temps en entreprise a finalement été publié au Journal Officiel du 3 février 2024. Une telle obstination du ministère ne peut que renforcer la volonté des PLP de combattre cette réforme pied à pied, et dans la durée.

En effet, cette publication intervient alors que les personnels des lycées professionnels se sont fortement mobilisés contre cette réforme deux jours plus tôt, dans la suite des mobilisations de l'automne dernier. La contestation à son sujet reste vive dans les établissements. Rappelons également qu'elle a reçu un avis massif défavorable au Conseil supérieur de l'Éducation (CSE), avec, fait inédit dans cette instance, aucun vote favorable. Contre la profession et contre la démocratie interne du ministère, la ministre a validé un arrêté actant un renoncement scolaire pour les élèves de bac pro, majoritairement issus de milieux populaires. Cet arrêté supprime l'équivalent de 6 semaines de cours qui s'ajoutent aux 11 semaines déjà supprimées en 2019. Sur le contenu et sur la méthode, les personnels vivent cette publication comme une nouvelle provocation et un mépris inégalé vis à vis de leur engagement sans faille au service des jeunes et du service public d'éducation.

Pour défendre le lycée professionnel et exiger une autre réforme avec des enseignements ambitieux pour les élèves, nos organisations appellent les personnels de la voie professionnelle à se mobiliser dans la semaine d'actions du 5 au 9 février : rassemblements, actions à l'occasion des instances départementales et académiques, actions des établissements, HIS... avec un temps fort le mardi 6 février là où les conditions sont réunies, y compris par la grève.

Nos organisations se réuniront pour poursuivre le combat contre cette réforme et construire une suite par un rebond de l'action en mars, pour renforcer l'enseignement professionnel public et ses personnels.

Le lycée professionnel est sacrifié. En poursuivant ce sabotage, la ministre est comptable de la dégradation des conditions de travail des personnels et d'une mise en danger avérée de l'avenir des élèves des milieux populaires, aggravant ainsi la crise traversée par l'École publique et ses personnels.

Paris, le 5 février 2024